

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/2010-de-pire-en-pireGuillermo-Almeyra>

2010, de pire en pireGuillermo Almeyra

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 4 janvier 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Nous entrons dans une année qui, pour les travailleurs et les classes populaires du monde entier, apportera encore plus de difficultés, de pénuries et de malheurs. Les bénéfices des banques et des bourses ne veulent pas dire que la crise est finie, mais que son sauvetage aux dépens des contribuables a maintenu la bulle financière, ce qui fait que l'investissement dans ce secteur spéculatif est plus attractif qu'investir dans la production de biens industriels. Les politiques de relance industrielle qu'applique la première puissance mondiale - les États-Unis - aggravent la crise même. En effet, maintenir et augmenter la production subventionnée d'automobiles équivaut à un plus grand gaspillage de matières premières, avec une augmentation de la production de gaz à effet de serre qui aggravera le réchauffement global. Et tant la production d'énergie nucléaire que celle de biocarburants exerceront une pression beaucoup plus forte sur les ressources en eau de plus en plus rares et menacées par la privatisation, et il faudra ajouter à cela, leurs coûts dans la destruction de sols, en concurrence avec l'alimentation, ou la contamination avec des débris radioactifs. Des pays entiers africains aliéneront leurs terres - comme l'Éthiopie le fait déjà - à la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, qui sèmeront sur celles-ci les aliments dont ils ont besoin, bien sûr aux dépens de la faim des pays hôtes. L'impossibilité de parvenir à un accord à Copenhague sur le problème climatique due au fait que chaque puissance défend ses capitalistes aux dépens du futur des hommes (la Chine comprise) aura aussi d'énormes conséquences puisque la montée des mers menacera toutes les zones et villes côtières (dans les pays les moins industrialisés mais aussi les mégalopoles), la désertification de régions entières et le manque croissant d'eau irons de paire dans d'autres zones avec de grandes inondations et l'intensité et le nombre, d' ouragans tropicaux chaque plus violents augmentera.

D'autre part, la faiblesse du dollar va se poursuivre, mais tous ceux qui vivent en annonçant la fin du billet vert et de son remplacement par autre chose, de même ceux qui croient à une chute du système capitaliste, sont des mauvais analystes parce qu'ils ne tiennent pas compte des faits et de l'histoire. En effet, la Chine cherche désespérément un accord à long terme avec les États-Unis, économie qu'elle soutient avec ses achats de bons et ses investissements et marché dont elle dépend pour ses exportations. De plus, les États-Unis ont un pouvoir militaire qui dépasse de beaucoup celui de tous ses concurrents (la Chine, la Russie, l'Inde, le Japon, Union Européenne, le Brésil) réunis et, bien que depuis la Deuxième Guerre mondiale ils ont perdu (ou fait match nul) toutes les guerres (la Corée, le Viêt-Nam, l'Irak, l'Afghanistan), ils continuent de subordonner à leur politique de guerre les Européens, comme le démontre la transformation de l'organisation du traité nord-américain (OTAN), né pour affronter l'Union soviétique, en un appareil militaire qui agit au Moyen et à l'Extrême-Orient en fonction de la géopolitique de Washington.

L'hégémonie étasunienne traverse une crise mais elle n'est pas en question, et la Chine, qui a besoin de grandir économiquement d'au moins 8% par an pour maintenir ses emplois, sent déjà les effets de la crise aux États-Unis et en Europe (ses marchés d'exportation), auxquels elle est étroitement liée et commence à avoir des problèmes sociaux aigus, de manière qu'elle ne peut ni ne veut aspirer à être le nouvel Hégémon [Hégémon de Thasos, poète comique grec auteur de parodies, vers 415 avant J.-C.]. En ce qui concerne le BRIC (Brésil-Rusia-India-China), il ne faut pas voir les étiquettes *Made in Chine* ou *Feito em Brasil* mais qui produit et export. Robert Reich, ex-ministre du Travail de Bill Clinton, a écrit sur ce sujet *Au travail des nations* que « le citoyen étasunien qui, par exemple, achète une auto General Motors entre sans le savoir dans une transaction internationale. Sur 10.000 dollars payés à GM, environ 3.000 vont en Corée du Sud pour le montage, 1.750 au Japon pour des composants avancés, moteurs, des arbres de transmission, électronique ; 750, en Allemagne pour le design ; 400, à Taiwan et à Singapour par les petits composants ; 250, au Royaume-Uni par des services publicitaires et *marketing* et 50, en Irlande et au Barbades pour le traitement de données ». En effet, ce ne sont pas les pays qui exportent mais les grandes transnationales qui exploitent dans ceux-ci la main-d'oeuvre, de manière à ce qu'il ne soit pas possible d'ignorer la lutte de classes entre exploités et opprimés et leurs bourreaux capitalistes, ni la lutte des transnationales avec les gouvernements et le capital national.

C'est le grand problème : le capitalisme ne s'écroulera pas si personne ne l'enterre et si ses victimes ne sont pas capables d'utiliser la crise pour s'unir en ordre fermé, pour l'affronter à une échelle régionale, continentale, internationale, pour rompre avec la politique criminelle de continuer à produire les mêmes choses pour les

consommateurs gaspilleurs, aux dépens de tout et de tous, et s'ils ne peuvent pas, en revanche imposer directement, en autonomie, une production alternative et une consommation socialement responsable. Plus de chômage - pour le capitalisme - signifie davantage d'offre de travail bon marché, moins de syndicats, moins de fraternité des travailleurs. Ou bien, pouvoir augmenter le taux des bénéfices pour sortir de cette crise, jusqu'à la prochaine. C'est pourquoi il ne suffit pas de préserver les actuelles sources de travail : si nous voulons sortir de la catastrophe, alors il faut réorienter la production et la consommation et lutter pour construire un autre système social.

[La Jornada](#) . Mexico, le 3 janvier 2010.

Traduction de l'espagnol pour El Correo de : Estelle et Carlos Debiasi